

Jean-Paul Montminy

sociologue et doyen de la Faculté des sciences sociales, Université Laval

(1964)

“Compte rendus.
Edmond de Nevers,
L’avenir du peuple
canadien-français.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Paul Montminy (1964)

“*Compte rendu : Edmond de Nevers, L’avenir du peuple canadien français*”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 6, no 2, mai-août 1964, pp. 199-200.

M. Montminy a été sociologue et doyen de la Faculté des sciences sociales, Université Laval.

Avec l’autorisation formelle de la directrice de la revue *Recherches sociographiques*, Mme Andrée Fortin, professeure de sociologie à l’Université Laval, qui nous a demandé de bien mentionner nos sources ainsi que la revue qu’elle dirige.



Courriel : andree.fortin@soc.ulaval.ca



Un gros merci à la revue *Recherches sociographiques*.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

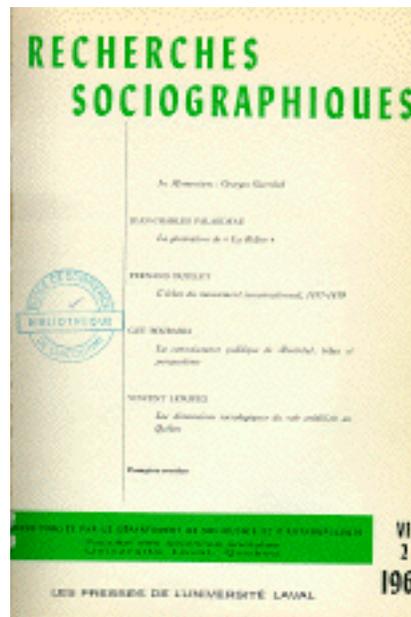
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 9 janvier 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Jean-Paul Montminy (1964)

“*Compte rendu :
Edmond de Nevers,
L’avenir du peuple canadien français*”.



Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*,
vol. 6, no 2, mai-août 1964, pp. 199-200.

COMPTES RENDUS

Edmond de NEVERS, *L'avenir du peuple canadien-français*,
Montréal, Fides, 1964, 333 p.

Dirigée par le professeur Luc Lacourcière, la « Collection du Nénuphar » présente au public une autre oeuvre importante : *L'avenir du peuple canadien-français* d'Edmond de Nevers.

Cet ouvrage, écrit en 1896, alors que notre compatriote vivait à Paris, est d'un vif intérêt pour tous les chercheurs en sciences humaines. Il représente un document capital pour la compréhension de la deuxième moitié du XIXe siècle canadien-français ; les analyses qu'il nous offre sur la vie politique et sociale de notre peuple sont, à plus d'un titre, encore valables à soixante-dix ans de distance.

« Pourquoi donc l'avenir de notre peuple reste-t-il encore un problème? » (p. 15) - voilà la question à laquelle de Nevers veut répondre. Nul doute, selon lui, que la survivance du peuple canadien-français soit assurée. Mais pour que cette survivance ne soit pas tout simplement statique il faudrait, pense-t-il, que nos classes dirigeantes « aient une foi (patriotique) éclairée, qu'elles étudient, veillent et prévoient, afin d'indiquer la direction à suivre, l'écueil à éviter » (p. 19). Qu'en est-il au juste?

De Nevers partage son essai en trois parties. À travers les phases successives de notre vie nationale, il cherche d'abord à montrer l'esprit et la mentalité qui ont inspiré les Canadiens français, les dangers qui les ont menacés. Puis, il essaie d'indiquer les moyens qui permettront de conjurer ces dangers et d'assurer l'avenir. Enfin, il propose une vue prospective de notre place sur le continent américain.

Si de Nevers est plein d'enthousiasme pour la période qui va du début de la colonie à 1867, ses observations sont beaucoup plus sévères et pessimistes sur notre vie nationale des trente dernières années. c'est-à-dire de l'avènement de la Confédération à 1894. Pendant cette dernière période, le peuple

canadien-français est devenu apathique parce que, sur le plan militaire comme sur le plan politique, « nous n'avons plus rien à réclamer, tout ce que nous demandions, nous l'avons obtenu » (p. 93). C'est alors, précise-t-il, que s'est développé dans notre province un phénomène nouveau : l'inflation de la politique. Ici, de Nevers devient violent. Il stigmatise avec force la « *epeechomanie* et le cabotinage » (p. 98) qui marquent notre mentalité politique en des termes généralement valables encore aujourd'hui : « La lutte des partis est, pour un bon nombre, un simple sport, pour les autres c'est une spéculation. Et ce sport ridicule accapare toutes les forces vives de la nation et cette spéculation ruine notre province » (p. 94). Pour conjurer le mal, il propose un triple champ d'action : a) conserver et purifier la langue française ; b) développer nos ressources intellectuelles et nos ressources matérielles ; c) donner un nouvel essor à la colonisation.

De Nevers a des vues très justes sur la nécessité qu'il y a, pour le Canada français, de se donner des cadres d'enseignement supérieur dans tous les domaines de la science. Mais les pages qu'il écrit sur l'industrie et la colonisation nous paraissent discutables, ou pour le moins très ambiguës. En effet, il reprend à son compte le moi de Duvernay « Emparons-nous du sol ! » pour en faire, semble-t-il, l'axe principal de sa réflexion sur l'avenir de ses compatriotes. Pour lui, les sciences et même l'industrie devront être au service de l'agriculture : 9 Tant que nous manquerons, dit-il, de physiciens, de chimistes, de naturalistes, de botanistes, nous ne réussirons pas à tirer parti de nos terres et à instaurer dans notre pays une agriculture perfectionnée. Aussi longtemps que nous manquerons d'hommes de science qui, d'après l'étude des conditions particulières de notre climat ... pourront formuler des règles sur lesquelles se guideront nos agriculteurs, nous resterons fidèles à l'ancienne routine » (p. 215). Si l'industrie est nécessaire au développement économique d'une nation, « il n'est dans notre pays aucune industrie, si productive qu'elle soit, qui puisse se comparer au défrichement de la terre, ni pour la somme des richesses produites, ni pour l'équité de leur répartition » (p. 224). « L'avenir est sans contredit à l'agriculture ; la richesse principale c'est la terre » (p. 226). Nous reconnaissons facilement dans ces propos l'idéologie ruraliste de la fin du siècle dernier et même des années 1930. Il est évident alors que de Nevers n'a pas saisi l'importance des bouleversements sociaux qu'entraînerait la naissance de l'ère industrielle.

Quant à notre avenir sur le continent américain, de Nevers opte pour le *statu quo* c'est-à-dire l'adhésion du Québec à la Confédération. « Nous ne sommes mûrs, écrit-il, ni pour l'indépendance, ni pour l'annexion aux États-Unis » (p. 254). S'il fallait choisir entre les deux, cependant, ses souhaits iraient dans le sens d'un rattachement à nos voisins du sud. Car, « l'indépendance de la province de Québec, dit-il, il serait ridicule d'y songer : ce serait l'établissement d'une république sur le modèle de celles de l'Amérique du Sud, ce serait lâcher la bride à toutes les convoitises, à toutes

les ambitions, à toutes les vanités, établir d'une manière permanente le règne de la corruption, de la médiocrité et de l'intolérance » (p. 254). Rappelons que ces lignes ont été écrites en 1896.

Malgré ses limitations, l'ouvrage de de Nevers doit être lu. Ce texte parfois confus représente, répétons-le, un document capital, et ils sont rares, pour l'histoire sociale de la fin de notre XIXe siècle.

Jean-Paul MONTMINY, o.p.
Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.

Fin du texte